

La nouvelle plate-forme d'orientation dans l'enseignement supérieur est lancée lundi 15 janvier. Désormais, être accepté dans une filière passe par des attendus. Cette procédure est-elle injuste et prématurée ?

# Université, la « sélection » en question

## Une machine à broyer les adolescents

Pour l'universitaire Valérie Robert, la sélection à la fac est injuste, car le potentiel d'un lycéen ne peut se résumer à son seul carnet de notes

Par VALÉRIE ROBERT

**P**arcoursup, le nouveau système pour lequel on évite prudemment de parler de sélection, est pourtant bien sélectif : les candidats refusés sur leurs dix vœux se verront certes proposer une place, mais pas là où ils l'auraient souhaité. C'est donc la fin de l'accès de tous à des études dans la filière de leur choix, et la sélection va être opérée sur la base d'« attendus » et des résultats scolaires des lycéens.

Ces « attendus » semblent de bon sens, pour tant ils sont excluants. Ainsi, il faut « *savoir mobiliser des compétences en matière d'expression orale et écrite afin de pouvoir argumenter un raisonnement* ». Mais n'est-ce pas ce que le bac devrait garantir ? Il faudrait donc sélectionner de futurs étudiants sur une compétence dont l'acquisition n'est même pas garantie par le lycée ? Pour certaines filières, il faut « *disposer d'une culture générale* », une qualité dépendant largement du milieu social. Il faut « *faire preuve de curiosité intellectuelle* », être « *ouvert au monde* » : comment cela se mesure-t-il ?

Pour les filières les plus « *en tension* » comme la psychologie (pour lesquelles il faudrait en réalité créer des places), on demande des « *compétences dans les disciplines scientifiques* ». Traduisons : être issu d'une filière S, donc faire partie des « meilleurs » élèves – ou comment rester dans l'entre-soi des profils correspondant à la norme.

Le critère qui va déterminer le futur de millions d'ados, c'est la capacité, très souvent liée à l'origine sociale, à entrer dans un moule. Et l'idée sous-jacente à ces « attendus », c'est qu'un individu est figé dans son évolution. A 17 ans, on leur demande de savoir ce qui les intéresse, de connaître leurs forces et leurs faiblesses. C'est pourtant loin d'être le cas pour tous. A 17 ans, j'étais mauvaise élève, mal dans ma peau, et vu les attendus et par manque de confiance en moi, je n'aurais pas candidaté dans les filières qui m'attiraient. L'université accessible sans sélection permettait à des *late bloomers* (« personne dont la maturité arrive plus tardivement »), ou à des ados ayant obtenu leur bac ricrac de se réveiller-révéler. C'est fini. Maintenant, c'est marche ou crève dès le lycée.

### « CHERCHER SA VOIE, C'EST FORMATEUR »

Je connais des collègues qui se réjouissent d'avoir enfin des étudiants qui leur ressemblent, de « très bons » élèves. Mais ce n'est pas seulement pour ceux-là que nous enseignons, ou bien il faut aller enseigner en classes préparatoires. Certes, ceux qui ont eu de bons résultats au lycée partent avec de meilleurs atouts. Mais les ados un peu glandeurs (c'est de leur âge) doivent aussi pouvoir faire les études qu'ils veulent. L'enseignement, ce n'est pas constater de manière définitive qu'un tel est « bon » ou « mauvais », c'est lui permettre de progresser, et cette progression peut être en dents de scie. De quel droit décide-t-on qu'elle est achevée en terminale ? Qu'il n'y aura plus d'évolution après, dans un contexte très différent, avec des cours très différents ? On ne fait pas à l'université ce qu'on fait au lycée, et je ne vois pas ce que les performances au lycée peuvent nous dire des envies futures, des déclics, de l'évolution à venir des élèves. Ce qui compte, c'est l'envie de s'y mettre vraiment, l'envie de trouver sa voie. Et ça, je ne sais pas l'évaluer sur dossier ni sur les notes obtenues au lycée.

Chercher sa voie, c'est formateur au même titre que les enseignements que l'on suit. Moi aussi, j'ai connu un « échec » en première année, avant de me trouver. Comme le dit la sociologue Sophie Orange, « *on range dans la catégorie "échecs" nombre de trajectoires qui ont pour seul tort de ne pas être linéaires (...). Ces parcours non linéaires sont très fréquents et aboutissent le plus souvent à l'obtention d'un di-*

*plôme, même si ce n'est pas celui de la discipline que l'étudiant avait choisie à l'origine* ». Les « bons » élèves, eux, ont le droit de se tromper, mais pas les ados joueurs, glandeurs, exaspérants, touchants, comme peut l'être l'Agrippine dessinée par Claire Bretécher, bref les ados normaux ? Pourtant je ne compte plus les étudiants que j'ai vus prendre confiance en eux, se révéler. Et quand on les retrouve des années après, on est émerveillé de voir ce qu'ils sont devenus, de découvrir toutes ces potentialités que souvent on n'avait pas vues. On ne fait pas le tour d'un individu en l'ayant en cours, et ceci vaut à plus forte raison pour les élèves de terminale. Par ailleurs, dans le modèle de société qu'on nous vante actuellement, on devra changer de métier x fois, passer sa vie en CDD ou être autoentrepreneur. Mais par contre, le destin des ados devrait se jouer à 17 ans ?

Cette réforme profondément injuste l'est encore davantage pour les lycéens actuellement en terminale : pour eux, elle est de fait rétroactive, puisque leur admission va dépendre de notes qui n'étaient pas censées être prises en compte. Prenons l'exemple d'un ado que je connais (et qui n'est pas le mien) : pour le moment, il fait le strict minimum, pourtant il a les capacités pour réussir ses études. Il pensait tout miser sur le bac pour ensuite faire du droit, mais dans le nouveau système, ses chances d'être pris sont faibles. Nombreux sont ceux qui vont ainsi se voir claquer la porte au nez pour cause de « performances » insuffisantes, et/ou parce qu'ils ne viennent pas d'un « grand » lycée. Sacrifiés parce qu'on a changé les règles en cours de route. A 17 ans.

Faisons-leur confiance, à leur âge rien n'est figé. Laissons-leur la possibilité de grandir, de mûrir, de se découvrir. C'est un pari qu'une société riche comme la nôtre doit pouvoir se permettre, et c'est un pari gagnant. Mais il faut y mettre les moyens : ce n'est pas aux adultes de demain d'être les victimes du sous-financement chronique de l'université et des mauvais calculs des gouvernements successifs. ■



**Valérie Robert** est maîtresse de conférences en études germaniques à l'université Sorbonne-Nouvelle-Paris-III

# Le système précédent renforçait la sélection sociale par l'échec

Selon le président d'université Frédéric Dardel, la réforme est cruciale pour les étudiants et l'université, même si sa mise en place s'annonce difficile

Par FRÉDÉRIC DARDEL

Cette année universitaire est marquée par une transformation majeure de la manière dont les nouveaux bacheliers auront accès à l'université. La plate-forme APB disparaît, remplacée par Parcoursup, avec pour principale différence le fait que l'accès devient régulé par des critères appelés « attendus ».

Auparavant, tout bachelier pouvait s'inscrire dans n'importe quelle filière, quel que soit son parcours scolaire. Désormais, les universités vont examiner les dossiers et interclasser les demandes en fonction de ces critères. L'admission des candidats dans les filières très demandées se fera donc sur la base de l'adéquation de leur parcours antérieur et de leur projet au cursus envisagé, plus par un algorithme pratiquant le tirage au sort. Enfin, les universités développeront des dispositifs de remise à niveau pour aider les étudiants à se réorienter et accéder à des filières pour lesquelles ils n'ont pas les prérequis.

En tant que président d'université, je suis très favorable au principe de cette réforme. Je pense que c'est une position assez largement partagée par mes collègues chefs d'établissement. Le système précédent était à la fois inefficace et coûteux. Il était responsable d'un taux d'échec massif, générateur de frustrations fortes pour des bacheliers qui n'obtenaient pas leur vœu malgré un engagement et un travail scolaire méritant, et enfin socialement inégalitaire dans ses effets.

Il peut paraître paradoxal d'affirmer qu'un système complètement « ouvert » comme l'était le dispositif APB est inégalitaire. Les détracteurs de la réforme affirment même le contraire, à savoir que celle-ci, en mettant en place une forme de sélection, va renforcer les inégalités et exclure en particulier des étudiants issus de mi-

lieux moins favorisés. On ne peut contester que notre système éducatif français dans son ensemble produit aujourd'hui de la sélection sociale. Est-ce pour autant l'université qui est en cause et en particulier ses conditions d'accès et la mise en place de critères d'admission ? La réponse est à mon sens clairement non. D'une

part cette sélection sociale existait déjà dans le système complètement non régulé d'accès à l'université que nous avons jusqu'à présent, ce n'est donc pas l'existence de ces critères qui a créé ces inégalités. Ensuite parce que pratiquement tous nos voisins européens pratiquent des formes plus ou moins fortes de sélection à l'entrée de l'université et que les inégalités sociales dans l'enseignement supérieur y sont bien moins marquées que chez nous (c'est le cas par exemple de la Suède).

Enfin et surtout, dans le système totalement ouvert et non régulé que nous avons jusqu'à présent, le fait de laisser des étudiants s'engager dans des filières pour lesquelles ils ne sont absolument pas armés, c'est les envoyer directement à l'échec. Ces erreurs d'orientation initiale touchent plus particulièrement les étudiants qui ont moins accès à l'information dans leur environnement personnel et familial, c'est-à-dire ceux qui sont issus des milieux moins favorisés. Je soutiens donc que, du fait de son absence de régulation à l'entrée, le système précédent d'accès à l'université renforçait la sélection sociale par l'échec, ce qui pesait en plus de manière négative sur la qualité des formations et l'accompagnement vers la réussite.

## MIEUX ACCOMPAGNER LES ÉTUDIANTS

L'un des effets pervers de l'échec en premier cycle est l'engorgement qu'il induit dans les filières, par l'augmentation du nombre de redoublements et de la durée des parcours. Cela réduit d'autant la capacité des universités à accueillir et à accompagner les étudiants. L'expérience montre aussi que l'orientation qui se limite à du « conseil » reste inefficace si elle n'a pas une dimension prescriptive.

La mise en œuvre d'une réforme cette année était donc véritablement cruciale. Pour autant, elle ne sera pas facile pour les universités, tant s'en faut, et la communauté universitaire s'inquiète légitimement. Elle sera techniquement

complexe à mettre en œuvre pour un ensemble de raisons, à la fois conjoncturelles et structurelles. Le calendrier de mise en place pour cette année est très contraint et va mettre les universités sous grande tension. Les règles changeant, nous n'avons aucune visibilité sur les stratégies de choix des bacheliers et les effectifs de candidats qui vont nous arriver au printemps.

L'examen des dossiers des candidats par les équipes pédagogiques est un vrai enjeu, tant pour l'université que pour les étudiants. Dans mon université, ces dernières années, plusieurs filières de licence attiraient entre 10 000 et 20 000 vœux chaque année sur APB. Si le nombre de candidatures reste comparable cette année, leur analyse va représenter une énorme charge de travail à réaliser dans un délai de seulement six semaines. Les procédures de traitement devront être mises en œuvre dans l'urgence, certains dossiers ne seront pas encore complètement dématérialisés (bacs étrangers, réorientations). Cette année correspond aussi à un pic démographique qui va augmenter la pression sur les évaluations et les capacités d'accueil des filières en tension. Les équipes sont enfin soucieuses de la manière dont vont se gérer les choix par les étudiants, les désistements, les délais induits et la gestion des bacheliers sans affectation par les recteurs. La question des réorientations, des remises à niveau et des passerelles est aussi essentielle, elle suppose à la fois une évolution des pratiques et la mobilisation de moyens complémentaires que le ministère devra mettre en place.

A terme, une partie de cette complexité devrait se résorber, surtout après le passage de la vague démographique. Tout d'abord, les acteurs devraient s'approprier progressivement le nouveau processus, qu'il s'agisse des universités, des bacheliers ou des lycées qui vont les accompagner dans cette étape très importante. L'analyse et le traitement des vœux des candidats resteront une tâche lourde, mais la qualité de nos formations et la résorption de l'échec sont à ce prix. ■



Frédéric Dardel est président de l'université Paris-Descartes